

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

4 mai 2022

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

**demandant que la Belgique joue un rôle
de pionnier en matière de désarmement
nucléaire dans le cadre d'une politique
de paix active**

(déposée par M. Nabil Boukili et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

4 mei 2022

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**voor een Belgische voortrekkersrol
betreffende nucleaire ontwapening
in het kader van een actieve
vredepolitiek**

(ingediend door de heer Nabil Boukili c.s.)

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente résolution intervient à un moment extrêmement critique. Pour la première fois depuis les pires tensions de la Guerre froide, l'humanité vit à nouveau sous la menace aiguë d'une guerre nucléaire. À tout moment, le conflit en Ukraine peut dégénérer en une guerre directe entre l'OTAN et la Fédération de Russie, dans laquelle l'utilisation d'armes nucléaires est loin d'être imaginable: le président Poutine a déjà ordonné la mise en alerte des armes nucléaires russes le 27 février. Cette guerre fait suite à une série de retraits inquiétants des États-Unis et de la Russie de plusieurs traités de désarmement importants datant de la Guerre froide: le président Bush a retiré les États-Unis du traité ABM (*Anti-Ballistic Missile Treaty*) en 2002, la Russie s'est retirée du traité FCE sur les forces armées conventionnelles en Europe en 2007, et le président Trump s'est retiré du traité JCPOA avec l'Iran en 2018 et du traité FNI sur les forces nucléaires à portée intermédiaire en 2019. Il a également refusé de renouveler le traité New Start. Ce dernier a finalement été sauvé in extremis par Biden. Entre-temps, plusieurs puissances nucléaires ont commencé à moderniser et même à étendre leur arsenal au cours des dernières années. Le seul point positif de cette séquence est la "Déclaration conjointe des dirigeants des cinq États dotés d'armes nucléaires sur la prévention de la guerre nucléaire et la prévention des courses aux armements", faite le 3 janvier 2022, dans laquelle les cinq puissances nucléaires "légales" – les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Fédération de Russie et la République populaire de Chine – déclarent qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée.

Le 20 janvier 2022 – un mois avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie –, le Bulletin of Atomic Scientists a maintenu les aiguilles de la fameuse Horloge de la fin du monde (Doomsday Clock) à 100 secondes avant minuit pour la troisième année consécutive. Les raisons sont nombreuses et claires: "Les relations des États-Unis avec la Russie et la Chine restent tendues et les trois pays sont impliqués dans un certain nombre d'efforts pour moderniser et développer leurs armes nucléaires – y compris le programme manifestement à grande échelle de la Chine pour étendre le déploiement de missiles nucléaires à longue portée basés sur des silos; les efforts de la Russie, de la Chine et des États-Unis pour développer des missiles hypersoniques; et les essais constants d'armes antisatellites par de nombreuses nations. S'ils ne sont pas freinés, ces efforts pourraient annoncer le début d'une nouvelle course dangereuse aux armements nucléaires. D'autres problèmes nucléaires,

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Deze resolutie komt op een uitermate kritiek moment. Voor het eerst sinds de ergste spanningen tijdens de Koude Oorlog, leeft de mensheid opnieuw onder de acute dreiging van een kernoorlog. Het conflict in Oekraïne kan op elk moment escaleren tot een directe oorlog tussen de NAVO en de Russische Federatie, waarbij de inzet van kernwapens verre van ondenkbaar is: president Poetin heeft op 27 februari al bevolen om de Russische kernwapens op scherp te zetten. Deze oorlog volgt op een serie onrustwekkende terugtrekkingen door de Verenigde Staten én Rusland uit verschillende belangrijke ontwapeningsverdragen die dateren uit de Koude Oorlog: president Bush trok de VS in 2002 al terug uit het ABM-verdrag (*Anti-Ballistic Missile Treaty*), Rusland zei in 2007 het CFE-verdrag inzake conventionele strijdkrachten in Europa op, en president Trump stapte in 2018 uit het JCPOA-verdrag met Iran én uit het INF-verdrag (Intermediate-range Nuclear Forces) in 2019. Hij weigerde ook het New Startverdrag te vernieuwen. Dat laatste werd door Biden uiteindelijk op de valreep toch nog gered. Ondertussen zijn meerdere kernmachten in de loop van de laatste jaren hun arsenaal beginnen moderniseren en zelfs uitbreiden. Het enige lichtpuntje in deze sequentie is het "*Joint Statement of the Leaders of the Five Nuclear-Weapon States on Preventing Nuclear War and Avoiding Arms Races*", gedaan op 3 januari 2022, waarin de vijf 'legale' kernmachten – de Verenigde Staten, het Verenigd Koninkrijk, Frankrijk, de Russische Federatie en de Volksrepubliek China – verklaren dat een kernoorlog niet gewonnen kan worden en nooit gevoerd mag worden.

Op 20 januari 2022 - een maand vóór de Russische invasie van Oekraïne - heeft het *Bulletin of Atomic Scientists* voor het derde jaar op rij de beruchte Doomsday Clock op 100 seconden voor middernacht laten staan. De redenen hiervoor zijn legio en duidelijk: "De betrekkingen van de VS met Rusland en China blijven gespannen, terwijl alle drie de landen betrokken zijn bij een reeks inspanningen om hun kernwapens te moderniseren en uit te breiden - waaronder China's klaarblijkelijk grootschalige programma om de plaatsing van op silo's gebaseerde nucleaire lange-afstandsraketten uit te breiden; het streven van Rusland, China en de Verenigde Staten om hypersonische raketten te ontwikkelen; en het voortdurend testen van anti-satellietwapens door veel naties. Indien deze inspanningen niet worden ingetoond, zouden zij het begin kunnen inluiden van een gevaarlijke nieuwe kernwapenwedloop. Andere nucleaire problemen, zoals de ongebreidelde expansie van kernwapens en raketten

tels que l'expansion effrénée des armes et des missiles nucléaires en Corée du Nord et les tentatives (encore) infructueuses de relancer l'accord sur le nucléaire iranien, ajoutent aux dangers croissants. L'Ukraine reste un foyer potentiel, et les mouvements de troupes russes vers la frontière ukrainienne augmentent les tensions quotidiennes."

En outre, nous sommes toujours confrontés à l'échec manifeste du Traité de non-prolifération (TNP), qui n'a ni empêché l'armement nucléaire de nouveaux États (notamment l'Inde, le Pakistan, Israël et la Corée du Nord) ni réalisé le désarmement des cinq puissances nucléaires initiales – les deux principaux objectifs de ce traité. Il y a aussi le refus de toutes les puissances nucléaires, de tous les États ayant des armes nucléaires sur leur territoire et de tous les États membres de l'OTAN d'adhérer au nouveau Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), signé par 122 États membres des Nations Unies. La récente décision du président Biden et du premier ministre Johnson de fournir des sous-marins à propulsion nucléaire à l'Australie dans le cadre de l'AUKUS (une "OTAN dans le Pacifique") montre une fois de plus à quel point nous nous sommes éloignés de l'esprit et de la lettre du TNP et de toutes les autres tentatives visant à sauver le monde d'une guerre nucléaire suicidaire à laquelle l'humanité pourrait ne pas survivre. Le Premier ministre Johnson a annoncé pas plus tard qu'en mars 2021 que l'arsenal britannique serait augmenté de 40 % pour atteindre 260 têtes nucléaires, ce qui constituerait une nouvelle violation du TNP.

Alors que l'humanité dans son ensemble est menacée par l'accélération constante du réchauffement climatique, par la diminution critique de la biodiversité globale et par une pandémie mondiale, des budgets colossaux sont consacrés tant à la modernisation de l'arsenal militaire conventionnel et nucléaire qu'à l'armement (au réarmement) et à la guerre effective – des activités qui non seulement contribuent directement au réchauffement climatique, mais qui privent également la lutte contre le réchauffement climatique, contre la pandémie et contre d'autres problèmes mondiaux de budgets considérables.

La Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ICAN) a calculé les montants colossaux engloutis par cette nouvelle course aux armements nucléaires: en 2019, les neufs États nucléaires ont dépensé, ensemble, 72,9 milliards de dollars pour la modernisation, l'élargissement et l'entretien de leur arsenal nucléaire. Par exemple, les États-Unis ont consacré 35,4 milliards de dollars aux armes nucléaires, la Chine 10,4 milliards de dollars, le Royaume-Uni 8,9 milliards de dollars, la Russie 8,5 milliards de dollars, la France 4,8 milliards de dollars, l'Inde 2,3 milliards de dollars, Israël et le Pakistan chacun un milliard de dollars et la

door Noord-Korea en de (vooralsnog) mislukte pogingen om de nucleaire overeenkomst met Iran nieuw leven in te blazen, dragen bij tot de toenemende gevaren. Oekraïne blijft een potentiële brandhaard, en Russische troepenverplaatsingen naar de Oekraïense grens verhogen de dagelijkse spanningen."

Daarnaast worden we nog altijd geconfronteerd met de manifeste falen van het Non-proliferatieverdrag (NPT), dat noch de kernbewapening van nieuwe staten heeft voorkomen (met name India, Pakistan, Israël en Noord-Korea), noch de ontwapening van de vijf oorspronkelijke kernmachten heeft bewerkstelligd – nochtans de twee belangrijkste objectieven van dat verdrag. Ook is er de weigering van alle kernmachten, alle staten met kernwapens op hun grondgebied én alle NAVO-lidstaten om toe te treden tot het nieuwe Verbodsverdrag op kernwapens (TPNW), ondertekend door 122 lidstaten van de VN. De recente beslissing van president Biden en premier Johnson om nucleair aangedreven duikboten te leveren aan Australië in het kader van AUKUS (een "NAVO in de Stille Oceaan") toont opnieuw aan hoe ver we zijn afgeweken van zowel de geest als de letter van het NPT en van alle andere pogingen om de wereld te behoeden voor een suïcidale kernoorlog die de mensheid mogelijkerwijze niet zou overleven. Premier Johnson kondigde in maart 2021 nog aan het Britse arsenaal met 40 % te zullen uitbreiden tot 260 kernkoppen, opnieuw een overtreding van het NPT.

In een context waarin de mensheid als geheel existentieel bedreigd wordt door de almaar snellere klimaatopwarming, de kritieke afname van de globale biodiversiteit én een wereldwijde pandemie, worden gigantische budgetten gespendeerd aan zowel conventionele als nucleaire militaire modernisering en (her)bewapening en aan effectieve oorlogsvoering – activiteiten die de klimaatopwarming niet alleen direct bevorderen, maar ook enorme budgetten onttrekken aan de bestrijding van de klimaatopwarming, de pandemie en andere mondiale problemen.

De *International Campaign to Abolish Nuclear Weapons* (ICAN) berekende de gigantische bedragen die de nieuwe kernbewapeningswedloop opzuigt: in 2019 gaven de negen kernwapenstaten samen 72,9 miljard dollar uit aan modernisering, uitbreiding en onderhoud van hun kernarsenaal. Zo spendeerden de Verenigde Staten 35,4 miljard dollar aan kernwapens, China 10,4 miljard dollar, het Verenigd Koninkrijk 8,9 miljard dollar, Rusland 8,5 miljard dollar, Frankrijk 4,8 miljard dollar, India 2,3 miljard dollar, Israël en Pakistan elk 1 miljard dollar en Noord-Korea 0,6 miljard dollar. ICAN-directrice Beatrice Fihn verklaarde bij de publicatie van

Corée du Nord 0,6 milliard de dollars. Lors de la publication de ces chiffres en 2020, Beatrice Fihn, directrice de l'ICAN, a déclaré qu'“il est absurde que des États dépensent chaque minute 138 699 dollars pour des armes qui causent des dégâts humains dramatiques au lieu d'utiliser ces moyens pour protéger la santé de leurs citoyens. Ces États manquent à leur devoir de protection à l'égard de leur population.” (traduction)

En 2020 – en pleine pandémie –, ce montant a encore augmenté de 1,4 milliard de dollars et est passé à 72,5 milliards de dollars. À cet égard, les États-Unis restent responsables de plus de la moitié des investissements. Leurs investissements s'élevant à 37,4 milliards de dollars, ils dépensent plus du triple du montant consacré par la Chine qui, forte de 10,1 milliards de dollars, conserve la deuxième place. Il convient de faire observer que les États-Unis, qui disposent de 5 600 têtes nucléaires, et la fédération de Russie, qui en possède 6 257, contrôlent ensemble 90 % des plus de 13 000 têtes nucléaires présentes sur notre planète.

En outre, certaines de ces armes nucléaires américaines sont déployées en dehors du territoire des États-Unis, notamment en Turquie, en Italie, en Allemagne, aux Pays-Bas et également en Belgique.

Dans le climat actuel, plus que jamais marqué par la menace palpable d'une guerre nucléaire, il est plus que jamais nécessaire de donner une nouvelle impulsion à la campagne internationale contre les armes nucléaires. Les autres armes de destruction massive – notamment les armes biologiques (CAB) et chimiques (CIAC) – font l'objet de conventions signées et ratifiées par respectivement 183 et 193 pays. Des conventions sur les armes à sous-munitions et les mines antipersonnel ont également été conclues. En ce qui concerne ces deux dernières initiatives, la Belgique a en outre joué un rôle de premier plan.

Par conséquent, les armes nucléaires étaient, jusqu'il y a peu, les seules armes de destruction massive qui n'avaient pas encore été interdites par le droit international. La Cour internationale de Justice située à La Haye avait, certes, déjà estimé en 1996 – à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies – que la menace ou l'emploi d'armes nucléaires était en général illicite. Cet avis ne laissait aucune place à toute forme de menace ou d'emploi légal d'armes nucléaires, y compris à un recours en premier. Dans le cadre de l'“Initiative humanitaire”, plusieurs États membres des Nations Unies ont dès lors commencé à négocier, en 2013, un traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Cette fois, notre pays n'a pas joué un rôle de premier plan, au contraire: au cours de ces négociations, la Belgique a brillé par son absence. En 2017, notre pays ne faisait pas partie

de ces chiffres en 2020: “Het is absurd dat staten elke minuut 138 699 dollar besteden aan wapens die catastrofale menselijke schade veroorzaken in plaats van dit geld te besteden om de gezondheid van hun burgers te beschermen. Deze staten verzaken aan hun plicht om hun bevolking te beschermen.”

In 2020 – in volle pandemie – nam dit bedrag nog toe met 1,4 miljard dollar tot 72,5 miljard dollar. Daarbij blijft de VS verantwoordelijk voor meer dan de helft van de investeringen. Met 37,4 miljard dollar geven ze meer dan drie keer zoveel uit als China, dat met 10,1 miljard dollar op de tweede plaats bleef staan. Opgemerkt moet worden dat de Verenigde Staten met 5600 en de Russische Federatie met 6257 samen 90 % van de meer dan 13 000 kernkoppen op onze planeet controleren.

Een aantal van deze Amerikaanse kernwapens staan overigens buiten het grondgebied van de Verenigde Staten opgesteld, in onder meer Turkije, Italië, Duitsland, Nederland en ook België.

In het huidige klimaat, waarin een kernoorlog meer dan ooit dreigend dichtbij komt, is het meer dan ooit nodig om de internationale campagne tegen kernwapens een nieuwe impuls te geven. Voor andere massavernietigingswapens – met name biologische (BWC) en chemische (CWC) – bestaan er conventies die door respectievelijk 183 en 193 landen ondertekend en geratificeerd werden. Ook over clustermunition en antipersoonsmijnen zijn verdragen afgesloten. Bij die laatste twee initiatieven heeft België overigens een voortrekkersrol gespeeld.

Kernwapens waren daarmee tot voor kort de enige massavernietigingswapens die nog niet door het internationaal recht verboden waren. Het Internationaal Hof van Justitie in Den Haag oordeelde weliswaar in 1996 al – op vraag van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties – dat het dreigen met en het gebruik van kernwapens in het algemeen onwettig zijn. Deze uitspraak liet geen ruimte voor enige legale dreiging met of gebruik van atoomwapens, inclusief een *first use*-optie. Een aantal VN-lidstaten begon in 2013, in het kader van het “Humanitaire Initiatief”, dan ook een verbodsverdrag te onderhandelen voor kernwapens. Ons land speelde dit keer geen voortrekkersrol, integendeel: België was bij deze onderhandelingen nergens te bespeuren. Ons land was in 2017 niet bij de meerderheid van 122 VN-lidstaten die het verdrag goedkeurden, heeft het nog altijd

de la majorité des 122 États membres des Nations Unies qui ont approuvé le traité. Notre pays ne l'a toujours pas signé et vote même, depuis 2018, systématiquement contre une résolution de l'Assemblée générale qui salue l'entrée en vigueur du traité en janvier 2021 et qui appelle les pays n'ayant pas encore procédé à la signature et à la ratification à le faire. En outre, aucune des puissances nucléaires n'a signé ce traité particulièrement important, et les États-Unis ont fait pression, avec succès, sur tous les États membres de l'OTAN pour rejeter le TIAN. Le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur le 22 janvier 2021, trois mois après avoir été ratifié par 50 pays. Ce traité a été actuellement ratifié par 54 pays, ce qui signifie que les armes nucléaires sont désormais illégales au regard du droit international. Le 7 décembre 2020, pas moins de 130 États membres des Nations Unies ont voté pour la résolution A/C.1/75/L.6, qui salue la signature du TIAN et qui appelle tous les États membres à signer et à ratifier ce traité. La Belgique a toutefois rejoint la minorité des 41 États membres qui ont voté contre.

Les principaux arguments invoqués par les États membres de l'OTAN pour rejeter le TIAN, notamment par le gouvernement belge, sont que ce traité serait contraire au traité de non-prolifération et ne prévoirait aucun mécanisme de contrôle approprié. Ces arguments ont toutefois déjà été largement réfutés. En ce qui concerne l'incompatibilité supposée avec le TNP, l'auteur renvoie à l'étude récente intitulée *"On the legal relationship between the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons and the Non-Proliferation Treaty"* examinant, pour le compte du Bundestag allemand, la littérature juridique sur la compatibilité des deux traités, étude qui arrive à la conclusion que le TIAN ne s'oppose pas au TNP mais, au contraire, le complète et le renforce.

En ce qui concerne le deuxième argument, le fait que le TIAN s'inscrive explicitement dans le cadre du TNP signifie que les mécanismes de contrôle existants dans le cadre de l'exécution du TNP peuvent s'appliquer sans restriction. Ces dispositions seront d'ailleurs concrétisées au cours de la première réunion des États parties au TIAN. Par la présente résolution, nous demandons également au gouvernement de participer à cette réunion. En tant que pays non signataire, la Belgique peut y assister en tant qu'observateur, comme l'Allemagne et la Norvège, États membres de l'OTAN, ainsi que la Finlande et la Suède, possibles futurs États membres, ont déjà annoncé qu'ils le feraient.

Par ailleurs, notre appel à signer et à ratifier le TIAN est soutenu par 56 anciens présidents, premiers ministres, ministres de la Défense et ministres des Affaires étrangères de vingt États membres de l'OTAN (notamment de la Belgique), de la Corée du Sud et du Japon, ainsi que

niet ondertekend en stemt sinds 2018 zelfs consistent tegen een resolutie van de Algemene Vergadering die de inwerkingtreding van het verdrag in januari 2021 verwelkomt en de landen die het nog niet ondertekend en geratificeerd hebben, oproept om dat alsnog te doen. Geen van de kernmachten heeft dit uiterst belangrijke verdrag overigens ondertekend, en de Verenigde Staten hebben succesvol druk uitgeoefend op alle NAVO-lidstaten om het TPNW te verwerpen. Het VN-verdrag voor een Verbod op Kernwapens is op 22 januari 2021 in werking getreden, drie maanden nadat 50 landen het hebben geratificeerd. Momenteel hebben 54 landen dat gedaan. Dit betekent dat kernwapens nu illegaal zijn onder het internationaal recht. Op 7 december 2020 stemden niet minder dan 130 VN-lidstaten vóór resolutie A/C.1/75/L.6, die de ondertekening van het TPNW verwelkomt en alle lidstaten oproept het verdrag te ondertekenen en ratificeren. België vervoegde daarentegen de minderheid van 41 lidstaten die tegen stemden.

De belangrijkste argumenten die de NAVO-lidstaten, inclusief de Belgische regering, aanvoeren om het TPNW-verdrag te verwerpen, zijn dat het verdrag in tegenspraak zou zijn met het Non-proliferatieverdrag en dat het geen sluitende controlemechanismen omvat. Deze argumenten zijn echter al uitgebreid weerlegd. In verband met de veronderstelde incompatibiliteit met het NPT verwijzen we naar de recente studie *"On the legal relationship between the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons and the Non-Proliferation Treaty"*, die in opdracht van de Duitse Bundestag de juridische literatuur over de compatibiliteit van beide verdragen onderzoekt en tot de conclusie komt dat het TPNW het NPT niet ondermijnt, maar het net aanvult en versterkt.

Wat het tweede argument betreft, betekent het feit dat het TPNW zich expliciet inschrijft in het NPT dat de bestaande controlemechanismen in het kader van de uitvoering van dat verdrag onverkort van toepassing kunnen zijn. Overigens zullen deze bepalingen verder concreet uitgewerkt worden tijdens de eerste Bijeenkomst van de verdragspartijen van het TPNW. Wij vragen de regering in deze resolutie ook om aan deze bijeenkomst deel te nemen. Als niet-ondertekenend land kan deze deelname alvast gebeuren als waarnemer, zoals de NAVO-lidstaten Duitsland en Noorwegen, alsook de mogelijk toekomstige lidstaten Finland en Zweden, al aangekondigd hebben te zullen doen.

Onze oproep om het TPNW te ondertekenen en ratificeren wordt overigens ondersteund door 56 voormalige presidenten, premiers, ministers van defensie en buitenlandse zaken van 20 NAVO-lidstaten (waaronder België), Zuid-Korea en Japan en door 3 voormalige

par trois anciens secrétaires généraux des Nations Unies et de l'OTAN, à savoir Ban Ki-Moon, Javier Solana et Willy Claes, qui ont écrit une lettre ouverte le 21 décembre 2020 afin de demander aux gouvernements (des pays membres de l'OTAN) de faire preuve de courage et d'audace et d'adhérer au TIAN. À cet égard, ils avancent à juste titre les arguments suivants: *"With close to 14,000 nuclear weapons located at dozens of sites across the globe and on submarines patrolling the oceans at all times, the capacity for destruction is beyond our imagination. All responsible leaders must act now to ensure that the horrors of 1945 are never repeated. Sooner or later, our luck will run out — unless we act. The nuclear weapon ban treaty provides the foundation for a more secure world, free from this ultimate menace. We must embrace it now and work to bring others on board. There is no cure for a nuclear war. Prevention is our only option."*

Cette résolution demande dès lors à la Belgique d'adhérer de toute urgence au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies (TIAN) et d'appeler les pays qui n'ont pas encore signé ou ratifié ce traité à le faire également, ainsi que de participer activement à la première réunion des pays signataires du TIAN et aux négociations sur les mécanismes de vérification et sur les échéances. À cet égard, l'accord de gouvernement actuel va dans la bonne direction, mais il ne va pas assez loin en se bornant à indiquer que "la Belgique jouera un rôle proactif à la Conférence d'examen du TNP en 2021" (sic) et qu'"avec les alliés européens de l'OTAN, elle vérifiera comment renforcer le cadre multilatéral de non-prolifération et comment le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires peut donner un nouvel élan au désarmement nucléaire multilatéral". L'OTAN considère toutefois la "dissuasion nucléaire" ou le "parapluie nucléaire" comme un principe de base bien que les armes nucléaires ne soient pas mentionnées dans ses statuts officiels. Le fait que la Belgique refuse, comme les autres pays membres de l'OTAN, de signer le TIAN, voire de le saluer, laisse dès lors supposer que la mise en œuvre de l'extrait précité de l'accord de gouvernement ne constitue pas une priorité pour le gouvernement actuel.

C'est d'autant plus problématique que la Belgique héberge encore des armes nucléaires sur son territoire et qu'elle sera dès lors une cible primaire en cas de guerre nucléaire. Pour "jouer un rôle proactif à la Conférence d'examen du TNP", le gouvernement devrait au minimum entreprendre des démarches afin que ces armes nucléaires soient retirées de notre territoire. En tant que signataire du traité de non-prolifération, la Belgique, en autorisant la présence de ces armes atomiques de type B-61 sur son territoire, viole au moins l'esprit – et peut-être aussi la lettre – de l'article II du TNP, qui dispose que "tout État non doté d'armes nucléaires qui est Partie au

secretarissen-generaal van Verenigde Naties en van de NAVO – Ban Ki-Moon, Javier Solana en Willy Claes – die op 21 december 2020 een open brief schreven waarin ze (NAVO-)regeringen vragen "moed en durf" te tonen en toe te treden tot het TPNW. Ze argumenteren daarbij terecht: *"With close to 14,000 nuclear weapons located at dozens of sites across the globe and on submarines patrolling the oceans at all times, the capacity for destruction is beyond our imagination. All responsible leaders must act now to ensure that the horrors of 1945 are never repeated. Sooner or later, our luck will run out — unless we act. The nuclear weapon ban treaty provides the foundation for a more secure world, free from this ultimate menace. We must embrace it now and work to bring others on board. There is no cure for a nuclear war. Prevention is our only option."*

Deze resolutie vraagt België dan ook om met spoed toe te treden tot het Verbodsverdrag op kernwapens van de VN (TPNW) en de andere landen die dit verdrag nog niet ondertekend of geratificeerd hebben op te roepen om dit ook te doen, en actief deel te nemen aan de eerste bijeenkomst van de ondertekenende landen van het TPNW en aan de bijhorende onderhandelingen over verificatiemechanismen en deadlines. De beleidsverklaring van de huidige regering is in dat opzicht een stap in de goede richting, maar volstrekt onvoldoende. Ze stelt enkel: "België zal een proactieve rol spelen in de NPT-Toetsingsconferentie in 2021 (sic) en samen met de Europese NAVO-bondgenoten nagaan hoe het multilaterale non-proliferatie kader te versterken en hoe het VN Verdrag op het Verbod op Nucleaire Wapens een nieuwe impuls kan geven aan multilaterale nucleaire ontwapening." De NAVO maakt van "nucleaire ontrading"/"de nucleaire paraplu" echter een kernprincipe, hoewel kernwapens in haar officiële statuten niet vermeld worden. Het feit dat België, net als de andere NAVO-lidstaten, weigert het TPNW te ondertekenen of zelfs te verwelkomen, laat dan ook sterk vermoeden dat het uitvoeren van dit onderdeel van de regeerverklaring geen prioriteit is voor de huidige regering.

Dit is des te problematischer omdat ons land nog altijd Amerikaanse kernwapens op zijn grondgebied heeft en daardoor bij een mogelijke kernoorlog uiteraard een primair doelwit zal zijn. Om geloofwaardig een "actieve rol te spelen in de NPT-toetsingsconferentie" zou deze regering op zijn minst stappen moeten ondernemen om die kernwapens van ons grondgebied te verwijderen. Als ondertekenaar van het Non-proliferatieverdrag overtreedt België door het toelaten van deze kernwapens het type B-61 op haar grondgebied minstens de geest – en mogelijk de letter – van artikel II van het NPV, dat stelt: *"Each non-nuclear-weapon State Party to the Treaty undertakes*

Traité s'engage à n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs explosifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs; à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs; et à ne rechercher ni recevoir une aide quelconque pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs."

Bien que l'illégalité de la présence de ces ogives nucléaires puisse être contestée en faisant valoir que les États-Unis détiennent le contrôle sur ces armes, l'article II devient pertinent en temps de guerre, si des avions de combat DCA (*dual capable aircraft* – avions en mesure de déployer tant des armes conventionnelles que des armes nucléaires) belges sont responsables du déploiement de bombes B61 et que des pilotes belges en ont dès lors effectivement obtenu le transfert. La ministre de la Défense a confirmé au sein de ce parlement en décembre 2021 que les F35 commandés sont équipés de 'Block 4F' et disposeront ainsi d'une double capacité. L'armée belge participe d'ailleurs également aux manœuvres annuelles 'Steadfast Noon' de l'OTAN comprenant des exercices de déploiement de bombes nucléaires avec des avions de combat des nations hôtes.

La présente résolution demande dès lors au gouvernement de s'atteler d'urgence au retrait des armes nucléaires américaines qui sont actuellement stationnées à Kleine Brogel et d'entreprendre le cas échéant des démarches en vue d'entamer une concertation à cet égard avec les autres États membres de l'UE qui se trouvent dans la même situation (Pays-Bas, Allemagne et Italie), d'interdire légalement toute capacité d'attaque nucléaire pour les avions de combat belges actuels et futurs et d'interdire tout futur déploiement d'armes nucléaires sur le territoire belge.

Nous rappelons dans la présente résolution la demande 2 de la résolution concernant la Conférence du TNP 2015 (DOC 54 901), adoptée par la Chambre le 23 avril 2015, appelant le gouvernement à "inscrire résolument la Belgique dans la lutte pour le désarmement nucléaire dans le cadre de négociations multilatérales auxquelles la Belgique continue de participer activement afin de libérer son territoire de toute présence d'armes nucléaires".

Lors de la prochaine conférence d'évaluation du TNP, il importera surtout que notre pays prenne des initiatives pouvant contribuer à la mise en œuvre du plan d'action de la conférence sur la révision du TNP de 2010 et qu'il entreprenne en particulier des actions conduisant à la mise en œuvre de l'article 6 du TNP concernant un monde sans armes nucléaires et les mesures à prendre en vue

not to receive the transfer from any transferor whatsoever of nuclear weapons or other nuclear explosive devices or of control over such weapons or explosive devices directly, or indirectly; not to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices; and not to seek or receive any assistance in the manufacture of nuclear weapons or other nuclear explosive devices."

De illegaliteit van de aanwezigheid van die kernkoppen kan weliswaar gecontesteerd worden met het argument dat de VS de controle heeft over die wapens, maar Artikel II wordt wel relevant in oorlogstijd, wanneer Belgische DCA-gevechtsvliegtuigen (*dual capable aircraft* – vliegtuigen die zowel conventionele als kernwapens kunnen inzetten) verantwoordelijk zijn voor het inzetten van de B61-bommen, en Belgische piloten dus effectief de transfer ervan hebben verkregen. De minister van landsverdediging heeft in december 2021 in dit parlement bevestigd dat de bestelde F35's worden uitgerust met 'Block 4F' en dus 'dual capable' zullen zijn. Het Belgische leger neemt overigens ook deel aan de jaarlijkse 'Steadfast Noon'-manoeuvres van de NAVO, waarin geoefend wordt op de inzet van kernbommen met gevechtsvliegtuigen van de 'host nations'.

Deze resolutie vraagt de regering dan ook om met spoed werk te maken van de verwijdering van de Amerikaanse kernwapens die momenteel in Kleine Brogel gestationeerd zijn en desgevallend stappen te ondernemen om hierover een overleg op te starten met de andere lidstaten van de EU in dezelfde situatie (Nederland, Duitsland en Italië), bij wet een nucleaire aanvalscapaciteit voor de huidige en toekomstige Belgische gevechtsvliegtuigen te verbieden en elke toekomstige ontplooiing te verbieden van kernwapens op het Belgische grondgebied.

In dat verband herinneren wij in deze resolutie aan verzoek 2 van resolutie DOC 54 901, aangenomen door de Kamer op 23 april 2015, dat de regering vraagt om "(...) België resoluut stappen te doen zetten naar nucleaire ontwapening, in het raam van multilaterale onderhandelingen waaraan België actief blijft deelnemen om het eigen grondgebied helemaal kernwapenvrij te maken".

Op de komende toetsingsconferentie van het NPT is het vooral belangrijk dat ons land initiatieven neemt die kunnen bijdragen tot de uitvoering van het actieplan van de NPT herzieningsconferentie van 2010, en in het bijzonder de acties die leiden tot de uitvoering van artikel 6 van het NPT over een wereld zonder kernwapens en de te nemen stappen die leiden tot nucleaire ontwapening.

du désarmement nucléaire. La Belgique doit en outre également veiller à ce que les obligations relatives au désarmement prévues dans le traité soient observées, insister sur la mise en œuvre des accords déjà conclus lors des conférences d'évaluation précédentes et prendre à bref délai elle-même des initiatives à cet effet.

L'adhésion de la population au désarmement nucléaire ne cesse de croître partout en Europe et aussi en Belgique. Une enquête publique représentative réalisée par Yougov en 2020 a révélé que 77 % des citoyens belges souhaitent que la Belgique signe le traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Il s'agit d'une augmentation considérable par rapport aux 64 % de personnes qui se sont exprimées en faveur de ce traité en 2019. Seulement 11 % des personnes interrogées sont opposées à la signature du TIAN. Dans la même enquête, 66 % des citoyens belges indiquent être favorables à ce que la Belgique soit l'un des premiers États membres de l'OTAN signataires du TIAN, même si cela pourrait déclencher de fortes pressions de la part des États-Unis. Seulement 15 % des personnes interrogées affirment y être opposées. 57 % des citoyens belges sont favorables au retrait des armes nucléaires américaines de Kleine Brogel alors que 21 % souhaitent leur maintien. En outre, 51 % des citoyens belges s'opposent à ce que les nouveaux F35 soient équipés d'une capacité nucléaire. Seulement 26 % y seraient favorables. Il ressort en outre d'une enquête de Yougov de 2018 que 68 % des citoyens belges trouvent inacceptable que des banques belges investissent dans l'industrie de l'armement nucléaire, contre seulement 14 % de citoyens qui n'y voient pas d'inconvénient.

La présente résolution appelle dès lors le gouvernement à légiférer afin d'interdire également aux institutions financières belges et aux institutions financières actives sur le territoire belge d'investir dans les armes nucléaires.

Dans le cadre d'une politique de paix active plus large, nous avons déjà demandé au gouvernement dans notre proposition de résolution relative à un règlement pacifique du conflit opposant la Fédération de Russie et l'Ukraine et à la construction d'une nouvelle architecture de sécurité inclusive pour l'Europe (DOC 55 2557) déposée le 10 mars 2022 d'insister, dans le droit fil du rôle traditionnel de médiateur joué par la Belgique ("Bâtir le consensus, agir pour la paix"), au sein de tous les forums internationaux et multilatéraux pertinents sur la relance du processus de désarmement nucléaire, tout d'abord entre la Russie et les États-Unis, qui possèdent ensemble 90 % de toutes les armes nucléaires, et dans un second temps avec l'ensemble des puissances nucléaires. Nous insistons dans la présente résolution pour que la Belgique prenne l'initiative, au sein de tous

België moet er daarnaast ook op toezien dat werk wordt gemaakt van de ontwapeningsverplichtingen bepaald in het verdrag, erop aandringen dat de reeds gemaakte afspraken van de vorige herzieningsconferenties worden uitgevoerd en daartoe op korte termijn zelf initiatieven nemen.

In heel Europa en ook in België groeit het draagvlak bij de bevolking voor kernontwapening voortdurend. Een representatieve publieksbevraging door Yougov in 2020 heeft uitgewezen dat 77 % van de Belgische burgers wil dat België het Verbodsverdrag op Kernwapens (TPNW) ondertekent, een serieuze toename in vergelijking met de 64 % voorstanders in 2019. Slechts 11 % is tegen een ondertekening van het TPNW. In dezelfde bevraging geeft 66 % van de Belgische burgers aan er voorstander van te zijn dat België als één van de eerste NAVO-lidstaten het TPNW ondertekent, ook al zou dit grote druk vanuit de VS kunnen veroorzaken. Slechts 15 % stelt hier tegen te zijn. 57 % van de Belgische burgers wil de Amerikaanse kernwapens weg uit Kleine Brogel, tegenover 21 % die wil dat ze blijven, en 51 % van de Belgische burgers spreekt zich uit tegen de uitrusting van de nieuwe F35's met een nucleaire capaciteit. Slechts 26 % zou hier voorstander van zijn. Uit een Yougov poll uit 2018 bleek daarnaast dat 68 % van de Belgische burgers het niet vindt kunnen dat Belgische banken investeren in de kernwapenindustrie, tegenover slechts 14 % die dit geen probleem vindt.

Deze resolutie vraagt de regering dan ook om eveneens een wettelijk verbod in te stellen op investeringen in kernwapens door Belgische financiële instellingen en financiële instellingen die actief zijn op Belgisch grondgebied.

In het kader van een bredere actieve vredespolitiek hebben wij in onze op 10 maart 2022 ingediende "Resolutie betreffende een vreedzame oplossing van het conflict tussen de Russische Federatie en Oekraïne en de constructie van een nieuwe en inclusieve veiligheidsarchitectuur voor Europa" (DOC 55 2557) de regering al verzocht om, trouw aan de traditionele Belgische rol van bemiddelaar ("Consensus smeden, bouwen aan vrede"), in alle relevante internationale en multilaterale fora aan te dringen op het heropstarten van het nucleaire ontwapeningsproces, allereerst tussen Rusland en de Verenigde Staten, die samen 90 % van alle kernwapens bezitten, en in een tweede fase met alle kernmachts. We dringen er in deze resolutie op aan dat België in alle relevante internationale en multilaterale fora, met name in het kader van de VN en de OVSE, het initiatief

les forums internationaux et multilatéraux pertinents, d'élaborer un nouveau traité s'inscrivant dans le droit fil de l'objectif du traité FNI dénoncé, afin d'interdire l'utilisation d'armes nucléaires de moyenne portée en Europe. Des développements inquiétants ont eu lieu depuis le dépôt de la résolution DOC 55 2557, à savoir l'échec des (rares) initiatives diplomatiques visant à mettre fin à la guerre en Ukraine et, plus inquiétante encore, la nouvelle situation dangereuse qui serait créée par l'abandon de la neutralité finlandaise et l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. Cela pourrait potentiellement déboucher sur l'installation d'armes nucléaires de l'Alliance près d'une grande concentration de population telle que Saint-Pétersbourg. Il va sans dire qu'après la fin rapide, espérons-le, de la guerre en Ukraine non seulement la négociation d'un nouveau mécanisme de sécurité européen inclusif, mais également la signature d'un nouveau traité sur l'installation d'armes nucléaires en Europe apparaissent aujourd'hui encore beaucoup plus vitales et urgentes que ce n'était déjà le cas il y a un mois.

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)

neemt om een nieuw verdrag op te stellen, in lijn met de doelstelling van het opgezegde INF-verdrag, om kernwapens voor gebruik op middellange afstand in Europa te verbieden. Verontrustende nieuwe ontwikkelingen hebben plaatsgevonden sinds de indiening van resolutie DOC 55 2557, met name het falen van de (schaarse) diplomatieke initiatieven om de oorlog in Oekraïne te beëindigen en meer nog de nieuwe en gevaarlijke situatie die gecreëerd zou worden door het opgeven van de Finse neutraliteit en de toetreding van Finland tot de NAVO. Dit kan potentieel resulteren in de plaatsing van kernwapens van de alliantie vlakbij een groot Russisch bevolkingscentrum als Sint-Petersburg. Het hoeft ons inziens geen betoog dat na de hopelijk spoedige beëindiging van de oorlog in Oekraïne niet alleen de onderhandeling van een nieuw en inclusief Europees veiligheidsmechanisme, maar ook een nieuw verdrag omtrent de plaatsing van kernwapens in Europa nu nog exponentieel noodzakelijker en urgenter zijn geworden dan een maand geleden al het geval was.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. soulignant que la Belgique et le monde se trouvent actuellement dans une situation urgente et critique qui présente un risque élevé de guerre nucléaire: les États-Unis et la Russie ont dénoncé plusieurs importants traités de désarmement; les puissances nucléaires et les pays ayant des armes nucléaires sur leur territoire, ainsi que tous les pays membres de l'OTAN, refusent toujours de signer le Traité sur l'interdiction des essais nucléaires des Nations Unies (TIAN); une nouvelle course aux armements nucléaires fait rage et les puissances nucléaires veulent étendre le champ de bataille à l'espace;

B. observant par ailleurs que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a déclenché un nouveau conflit qui pourrait dégénérer à tout moment en une guerre dans laquelle l'OTAN serait activement impliquée, et que, le 27 février, le président Poutine a ordonné aux forces russes de mettre leurs armes nucléaires "en état d'alerte";

C. constatant que les tensions sans cesse croissantes entre les États-Unis, d'une part, et la Russie et la Chine, d'autre part, – ces trois pays étant des puissances nucléaires – accroissent de manière exponentielle la menace de guerre nucléaire;

D. prenant acte du fait que c'est notamment pour les raisons exposées ci-dessus que le *Bulletin of Atomic Scientists* a maintenu la tristement célèbre Horloge de l'apocalypse (*Doomsday Clock*) à 100 secondes avant minuit, le 20 janvier 2022, pour la troisième année consécutive;

E. soulignant que le réchauffement climatique continue de s'accélérer, que l'état de la biodiversité mondiale est critique et que la pandémie de COVID-19 n'est toujours pas résolue, et observant que la modernisation et le réarmement nucléaires nécessitent des budgets considérables qui ne peuvent dès lors pas être consacrés à ces problèmes majeurs;

F. soulignant l'existence de traités d'interdiction des armes de destruction massive – en particulier des armes biologiques et chimiques – qui ne font aucune distinction entre les civils et les militaires et qui sont donc contraires au droit international, et constatant que les armes nucléaires posent le même problème;

G. rappelant le rôle de pionnier précédemment joué par la Belgique, par exemple à l'égard de l'interdiction des armes à sous-munitions et dans le dossier des mines terrestres, et soulignant que la Belgique peut et

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst erop dat België en de wereld zich op dit moment in een urgente en kritieke situatie bevinden met groot gevaar op een kernoorlog: de Verenigde Staten en Rusland hebben diverse belangrijke ontwapeningsverdragen opgezegd; de kernmachten en de landen met kernwapens op hun grondgebied, alsook alle NAVO-lidstaten, weigeren nog altijd het Verbodsverdrag op Kernwapens van de Verenigde Naties (TPNW) te ondertekenen; een nieuwe kernwapenwedloop woedt in alle hevigheid en de kernmachten willen het slagveld tot in de ruimte uitbreiden;

B. wijst er daarnaast op dat de invasie van Oekraïne door Rusland een nieuw lopend conflict gecreëerd heeft dat op elk moment kan escaleren tot een oorlog waar de NAVO actief bij betrokken raakt, en dat president Poetin op 27 februari de Russische strijdkrachten heeft bevolen de kernwapens 'op scherp te stellen';

C. stelt vast dat de almaar groeiende spanningen tussen met name de VS enerzijds en Rusland en China anderzijds – allen kernmachten – de dreiging van een kernoorlog exponentieel vergroten;

D. neemt akte van het feit dat het *Bulletin of Atomic Scientists* onder meer omwille van de hierboven opgesomde redenen op 20 januari 2022 voor het derde jaar op rij de beruchte *Doomsday Clock* op 100 seconden voor middernacht heeft behouden;

E. wijst op de nog steeds versnellende klimaatopwarming, de kritieke toestand van de wereldwijde biodiversiteit, en de nog niet beëindigde COVID-19-pandemie, en merkt op dat de nucleaire modernisering en herbe wapening enorme budgetten opsorpen die zo niet aan deze belangrijke problemen besteed kunnen worden;

F. vestigt de aandacht op het bestaan van verbodsverdragen voor massavernietigingswapens - met name biologische en chemische wapens - die geen onderscheid maken tussen burgers en militairen en daarom in strijd zijn met het internationaal recht, en stelt vast dat kernwapens hetzelfde probleem stellen;

G. herinnert aan de voortrekkersrol die België eerder gespeeld heeft, bijvoorbeeld bij het verbieden van clustermunitie en in het dossier van landmijnen, en stelt dat ons land die rol opnieuw kan en moet spelen

doit à nouveau jouer ce rôle d'initiateur et de médiateur en vue de l'interdiction des armes nucléaires de destruction massive, en particulier en sa qualité de membre de l'OTAN;

H. considérant que pour jouer ce rôle, il convient nécessairement d'être exemplaire pour être crédible;

I. rappelant les engagements de la Belgique en tant que signataire du Traité de non-prolifération et constatant que la présence d'armes nucléaires américaines de type B-61 sur son territoire, sur la base aérienne de Kleine Brogel, peut constituer une violation de l'article II du TNP énoncé comme suit: "Tout État non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs; à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs; et à ne rechercher ni recevoir une aide quelconque pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs.";

J. renvoyant à la déclaration de politique générale du gouvernement actuel, aux termes de laquelle "la Belgique jouera un rôle proactif à la Conférence d'examen du TNP en 2021 et avec des alliés européens de l'OTAN, elle vérifiera comment renforcer le cadre multilatéral de non-prolifération et comment le Traité des Nations Unies sur l'interdiction des armes nucléaires peut donner un nouvel élan au désarmement nucléaire multilatéral.";

K. soulignant qu'une enquête publique représentative menée par Yougov en 2020 a révélé que:

1° 77 % des citoyens belges souhaitent que la Belgique signe le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN), soit une nette augmentation par rapport aux 64 % d'avis favorables recueillis en mai 2019. Seuls 11 % s'opposent à la signature du TIAN;

2° 66 % des citoyens belges se disent favorables à ce que la Belgique soit l'un des premiers pays membres de l'OTAN à signer le TIAN, même si cela pourrait entraîner de fortes pressions de la part des États-Unis. Seuls 15 % s'y opposent;

3° 57 % des citoyens belges souhaitent que les armes nucléaires américaines soient retirées de Kleine Brogel, contre 21 % qui veulent qu'elles y soient maintenues;

4° 51 % des citoyens belges se prononcent contre l'équipement des nouveaux F35 d'une capacité nucléaire. Seuls 26 % y seraient favorables;

als initiatiefnemer en bemiddelaar voor een verbod op nucleaire massavernietigingswapens, in het bijzonder in haar hoedanigheid als lidstaat van de NAVO;

H. neemt in overweging dat een dergelijke rol noodzakelijkerwijs een voorbeeldfunctie vereist om geloofwaardig te kunnen zijn;

I. herinnert aan de verplichtingen die België is aangegaan als ondertekenaar van het Non-proliferatieverdrag en merkt op dat België door de aanwezigheid van kernwapens van het type B-61 van de Verenigde Staten op haar grondgebied, met name op de luchtmachtbasis van Kleine Brogel, mogelijk artikel II van het NPV overtreedt, dat stelt: "*Each non-nuclear-weapon State Party to the Treaty undertakes not to receive the transfer from any transferor whatsoever of nuclear weapons or other nuclear explosive devices or of control over such weapons or explosive devices directly, or indirectly; not to manufacture or otherwise acquire nuclear weapons or other nuclear explosive devices; and not to seek or receive any assistance in the manufacture of nuclear weapons or other nuclear explosive devices.*"

J. wijst op de beleidsverklaring van de huidige regering die stelt: "België zal een proactieve rol spelen in de NPT-Toetsingsconferentie in 2021 en samen met de Europese NAVO-bondgenoten nagaan hoe het multilaterale non-proliferatie kader te versterken en hoe het VN Verdrag op het Verbod op Nucleaire Wapens een nieuwe impuls kan geven aan multilaterale nucleaire ontwapening."

K. wijst erop dat een representatieve publieksbevraging door Yougov in 2020 heeft uitgewezen dat:

1° 77 % van de Belgische burgers wil dat België het Verbodsverdrag op Kernwapens (TPNW) ondertekent, een serieuze toename in vergelijking met de 64 % voorstanders in mei 2019. Slechts 11 % is tegen een ondertekening van het TPNW;

2° 66 % van de Belgische burgers zegt voorstander te zijn dat België als één van de eerste NAVO-lidstaten het TPNW ondertekent, ook al zou dit grote druk vanuit de VS kunnen veroorzaken. Slechts 15 % stelt hier tegen te zijn;

3° 57 % van de Belgische burgers wil de Amerikaanse kernwapens weg uit Kleine Brogel, tegenover 21 % die wil dat ze blijven;

4° 51 % van de Belgische burgers spreekt zich uit tegen de uitrusting van de nieuwe F35's met een nucleaire capaciteit. Slechts 26 % zou hier voorstander van zijn.

L. considérant qu'une enquête réalisée par Yougov en 2018 indique en outre que 68 % des citoyens belges trouvent inacceptable que des banques belges investissent dans l'industrie des armes nucléaires, contre 14 % pour qui cette pratique ne pose pas de problème;

M. rappelant la résolution DOC 54 0901, adoptée au sein de ce Parlement le 23 avril 2015, qui dans son point 2 demande au gouvernement „d'inscrire résolument la Belgique dans la lutte pour le désarmement nucléaire dans le cadre de négociations multilatérales auxquelles la Belgique continue de participer activement afin de libérer son territoire de toute présence d'armes nucléaires“;

N. soulignant que le Traité d'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies (TIAN) est entré en vigueur le 22 janvier 2021, trois mois après sa ratification par 50 pays, rendant les armes nucléaires illégales au regard du droit international;

O. considérant qu'en date du 7 décembre 2020, pas moins de 130 États membres des Nations Unies ont voté en faveur de la résolution A/C.1/75/L.6, qui saluait la signature du TIAN et appelait tous les États membres à le signer et à le ratifier, mais que la Belgique s'est jointe à la minorité des 41 États membres qui ont voté contre cette résolution;

P. se référant à l'étude récente intitulée „*On the legal relationship between the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons and the Non-Proliferation Treaty*“, commandée par le Bundestag allemand, qui examine la littérature juridique sur la compatibilité des deux traités et conclut que le traité d'interdiction des armes nucléaires ne porte pas atteinte au TNP, mais le complète et le renforce;

Q. prenant acte de la lettre de 56 anciens présidents, premiers ministres, ministres de la défense et des affaires étrangères et anciens secrétaires généraux de l'OTAN appelant à faire preuve „de courage et d'audace“ et à adhérer au TIAN;

R. soulignant l'avis consultatif rendu par la Cour internationale de justice de La Haye en 1996, dans lequel elle qualifie d'illicites la menace et l'utilisation d'armes nucléaires en général.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. d'adhérer sans délai au Traité d'interdiction des armes nucléaires des Nations Unies (TIAN) et d'appeler les autres États qui ne l'ont pas encore signé ou ratifié à le faire, ainsi que de participer activement à la première

L. in een Yougov bevraging uit 2018 bleek daarnaast dat 68 % van de Belgische burgers het niet vindt kunnen dat Belgische banken investeren in de kernwapenindustrie, tegenover 14 % die dit geen probleem vindt;+

M. herinnert aan resolutie DOC 54 0901, aangenomen in dit parlement op 23 april 2015, die de regering in verzoek 2 vraagt om “België resoluut stappen te doen zetten naar nucleaire ontwapening, in het raam van multilaterale onderhandelingen waaraan België actief blijft deelnemen om het eigen grondgebied helemaal kernwapenvrij te maken;”

N. wijst erop dat het VN-verdrag voor een Verbod op Kernwapens (TPNW) op 22 januari 2021 in werking is getreden, drie maanden nadat 50 landen het hebben geratificeerd en dat kernwapens daarmee illegaal zijn onder het internationaal recht;

O. geeft aan dat op 7 december 2020 niet minder dan 130 VN-lidstaten vóór resolutie A/C.1/75/L.6 stemden, die de ondertekening van het TPNW verwelkomde en alle lidstaten opriep het verdrag te ondertekenen en ratificeren, maar dat België daarentegen de minderheid van 41 lidstaten vervoegde die tegen stemden;

P. verwijst naar de recente studie “*On the legal relationship between the Treaty on the Prohibition of Nuclear Weapons and the Non-Proliferation Treaty*”, die in opdracht van de Duitse Bundestag de juridische literatuur over de compatibiliteit van beide verdragen onderzoekt en tot de conclusie komt dat het TPNW het NPT niet ondermijnt, maar het net aanvult en versterkt;

Q. neemt akte van de brief van 56 voormalige presidenten, premiers, ministers van defensie en buitenlandse zaken en voormalige secretarissen-generaal van de NAVO die vragen om “moed en durf” te tonen en toe te treden tot het TPNW;

R. wijst op de adviserende opinie van het Internationaal Hof van Justitie in Den Haag van 1996 waarin het oordeelt dat het dreigen met en het gebruik van kernwapens in het algemeen onwettig zijn.

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. met spoed toe te treden tot het Verbodsverdrag op kernwapens van de VN (TPNW) en de andere landen die dit verdrag nog niet ondertekend of geratificeerd hebben om te roepen om dit ook te doen, en actief deel te nemen

réunion des États signataires du TIAN et aux négociations connexes sur les mécanismes de vérification et les délais;

2. en ce qui concerne le Traité de non-prolifération (TNP):

a) d'œuvrer au sein de l'OTAN, de l'UE, de l'OSCE et des Nations Unies et dans le cadre de contacts bilatéraux avec ces États, ainsi que dans le cadre de la prochaine conférence de révision du TNP, à la signature et à la ratification de ce traité par tous les États non signataires;

b) de prendre des initiatives susceptibles de contribuer à la mise en œuvre du plan d'action de la conférence d'évaluation du TNP de 2010, et en particulier des actions conduisant à la mise en œuvre de l'article 6 du TNP pour un monde sans armes nucléaires et des mesures à prendre en vue du désarmement nucléaire;

c) de veiller à ce que les obligations en matière de désarmement prévues dans le traité soient mises en œuvre lors de la prochaine conférence de révision du TNP, la Belgique devant insister sur la nécessité d'honorer les engagements déjà pris lors des précédentes conférences de révision et prendre elle-même sans tarder des initiatives à cette fin;

3. de procéder d'urgence au retrait des armes nucléaires américaines actuellement stationnées à Kleine Brogel et, le cas échéant, de prendre des mesures pour engager une concertation à ce sujet avec les autres États membres de l'UE se trouvant dans la même situation (Pays-Bas, Allemagne et Italie) en vue d'agir de concert;

4. de légiférer pour interdire le déploiement futur d'armes nucléaires sur le territoire belge, et en particulier les B61-12 annoncés;

5. de légiférer pour interdire que les avions de combat belges actuels et futurs soient dotés d'une capacité de frappe nucléaire;

6. d'interdire légalement les investissements dans les armes nucléaires par les institutions financières belges et les institutions financières opérant sur le territoire belge;

aan de eerste bijeenkomst van de ondertekenende landen van het TPNW en aan de bijhorende onderhandelingen over verificatiemechanismen en deadlines;

2. met betrekking tot het Non-proliferatieverdrag (NPT):

a) binnen de NAVO, de EU, de OVSE en de VN en in bilaterale contacten met de betreffende staten, alsook in het kader van de volgende herzieningsconferentie van het NPT te ijveren voor de ondertekening en ratificatie van dit verdrag door alle niet-ondertekenende staten;

b) initiatieven te nemen die kunnen bijdragen tot de uitvoering van het actieplan van de NPT toetsingsconferentie van 2010, en in het bijzonder de acties die leiden tot de uitvoering van artikel 6 van het NPT voor een wereld zonder kernwapens en de te nemen stappen die leiden tot nucleaire ontwapening;

c) erop toe te zien dat er tijdens de komende herzieningsconferentie van het NPT werk wordt gemaakt van de ontwapeningsverplichtingen bepaald in het verdrag, waarbij België moet aandringen dat de reeds gemaakte afspraken van de vorige herzieningsconferenties worden uitgevoerd en daartoe op korte termijn zelf initiatieven nemen;

3. met spoed werk te maken van de verwijdering van de Amerikaanse kernwapens die momenteel in Kleine Brogel gestationeerd zijn en desgevallend stappen te ondernemen om hierover een overleg op te starten met de andere lidstaten van de EU in dezelfde situatie (Nederland, Duitsland en Italië) om dit gezamenlijk te doen;

4. bij wet de toekomstige ontplooiing te verbieden van kernwapens op het Belgische grondgebied, en in het bijzonder van de aangekondigde B61-12;

5. bij wet een nucleaire aanvalscapaciteit voor de huidige en toekomstige Belgische gevechtsvliegtuigen te verbieden;

6. een wettelijk verbod in te stellen op investeringen in kernwapens door Belgische financiële instellingen en financiële instellingen die actief zijn op Belgisch grondgebied;

7. fidèle au rôle traditionnel de médiateur de la Belgique (“Bâtir le consensus, agir pour la paix”) de prendre l’initiative, avec des États partageant les mêmes idées ou dans le cadre de l’UE, d’élaborer un nouveau traité, conformément à l’objectif du traité FNI qui a été dénoncé, afin d’interdire les armes nucléaires à moyenne portée en Europe.

29 avril 2022

Nabil BOUKILI (PVDA-PTB)
Steven DE VUYST (PVDA-PTB)
Marco VAN HEES (PVDA-PTB)
Sofie MERCKX (PVDA-PTB)
Raoul HEDEBOUW (PVDA-PTB)
Peter MERTENS (PVDA-PTB)

7. trouw aan de traditionele Belgische rol van bemiddelaar (“Consensus smeden, bouwen aan vrede”) met *like-minded* staten of in EU-verband het initiatief te nemen om een nieuw verdrag op te stellen, in lijn met de doelstelling van het opgezegde INF-verdrag, om kernwapens voor gebruik op middellange afstand in Europa te verbieden.

29 april 2022